

PRIX DES VIANDES ROUGES

Pas de baisse en perspective

Ni la bonne pluviométrie, ni l'abondance du fourrage n'auront d'incidence sur les prix des viandes rouges. Ils connaîtront sans surprise une augmentation pendant le mois du Ramadan. Aucun mécanisme n'est en mesure de contrôler le marché de l'aveu même du directeur de la SGP Proda.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Pas de baisse des prix en perspective sur le marché des viandes. Aucun facteur ne semble influencer sur le baromètre des prix.

Le directeur de la SGP Proda explique cette situation par l'absence de certains mécanismes et la jeunesse de certains autres. Invité de l'émission «L'invité de la rédaction» de la Chaîne III, Kamel Chadi a disséqué le fonctionnement d'un marché totalement contrôlé par les opérateurs privés et dont les besoins sont estimés à 380 000

tonnes par an. Il considère que les prix obéissent à la règle de l'offre et de la demande. En dépit d'une très bonne pluviométrie et d'une année qui s'annonce exceptionnelle en matière de disponibilité du fourrage, les prix ne connaîtront pas d'accalmie car selon l'analyse de l'invité de la radio, cette situation favorisera la rétention du cheptel en attendant le mois de Ramadan. Un mois durant lequel il est de tradition de voir les prix flamber. Face à la mainmise des opérateurs privés, le premier responsable de la SGP Proda

annonce une série de mesures dont certaines sont déjà effectives, c'est le cas notamment de la création de l'office des viandes en plus de la mise en place de l'Algérienne des viandes rouges. Des mécanismes de régulation sont en phase de construction, explique le premier responsable de Proda qui dit viser le rapprochement entre le producteur et le consommateur.

Trois complexes d'abattage sont en phase de réalisation. Il est prévu trois à Alger, à Mostaganem et Skikda avec comme ambition de couvrir 20% de parts du marché avec la réhabilitation des entrepôts frigorifiques et la fidélisation des éleveurs. A terme, Proda espère pouvoir substituer ses importations de viandes rouges par de la production locale.

N. I.



Photo : Samir Sid

En attendant les mécanismes de régulation, les petites bourses continueront à se priver de viande.

DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCHISE EN ALGÉRIE

Une option toujours mal perçue

Plus d'une centaine de partenariats en franchise devraient être opérationnels d'ici quelques mois. Néanmoins, cette formule commerciale, intéressante en termes de transfert de savoir-faire, reste encore mal perçue par l'establishment institutionnel.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A l'initiative du Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (CARE) et de l'Agence française pour le développement international des entreprises – UbiFrance, un séminaire sur «la franchise en Algérie – Les clés d'un partenariat» s'est tenu hier à l'hôtel Mercure à Alger.

L'occasion d'une réflexion sur cette formule commerciale, un partenariat contractuel par lequel un franchiseur, étranger, met une enseigne et un savoir-faire spécifique à la disposition d'un franchisé, un commerçant de droit algérien. Une formule qui se développe progressivement en Algérie, d'autant que 70 partenariats en franchise sont déjà opérationnels dans le domaine de la distribution, la production industrielle et les services notamment.

Une formule intéressante, dans la mesure où elle représente une «alternative» à l'informel et à la contrefaçon, assure la transparence et la traçabilité et le transfert efficace de savoir-faire et satisfait à l'exigence de qualité. C'est ce que relèvera

M^e Hind Benmiloud, avocate d'affaires et membre éminent de l'association algérienne de la franchise.

Voire, la franchise encourage le développement de start-up et d'industries s'appuyant sur de vrais corps de métiers... Pour autant, la franchise, notamment industrielle, reste encore balbutiante comme le relève le P-dg de BKL Industries, Samy Boukaila, citant un nombre réduit d'industriels franchisés. De fait, la franchise reste encore mal comprise, l'establishment institutionnel ayant tendance à percevoir cette formule uniquement comme de l'importation. Une appréciation erronée comme l'explique M^e Benmiloud. Voire, les pouvoirs publics ont tendance à «raisonner, stricto sensu, sur le court terme», relèvera Samy Boukaila qui estime qu'il faut prendre en considération l'apport en savoir-faire et en création de valeur ajoutée sur le long terme. Ainsi, et au-delà de l'absence d'un texte réglementaire spécifique, le développement de la franchise reste contraint notamment par le problème du transfert de royalties

aux franchiseurs étrangers, les difficultés de paiement dans le cas de la revente en l'état, les difficultés de financement, les lenteurs administratives ainsi que la qualité du montage des projets.... Et cela, même si des projets de franchise ont bénéficié d'un soutien des dispositifs de soutien à l'emploi (Ansej et Cnac).

Notamment pour la marque Pano Boutique (publicité adhésive et signalétique), présente avec deux enseignes et dont le responsable Maghreb, Jérémy Selosse, évoque l'intérêt d'une centaine de candidatures pour étoffer la représentation. Nonobstant cet état des lieux mitigé, l'avenir de la franchise reste encore prometteur dans la mesure où les moyens logistiques, la demande et l'intérêt existent, selon l'observation de M^e Hind Benmiloud.

Ainsi, plus d'une centaine de partenariats devraient être opérationnels d'ici quelques mois.

Outre le retour possible sur scène de certaines enseignes de la distribution, restauration et textile, de nouvelles marques notamment françaises de la restauration, la pâtisserie boulangerie, les services et la distribution pourraient marquer le paysage commercial et économique du pays.

C. B.

SELON L'INSTITUT PASTEUR

Les vaccins sont disponibles

Réagissant aux multiples informations faisant état d'une pénurie de vaccins au niveau national, le directeur de l'Institut Pasteur a déclaré, hier, que les doses sont disponibles et que les stocks sont à même de couvrir les besoins du programme national de 2 à 6 mois, et ce, en plus des lots qui seront bientôt réceptionnés.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le professeur Tazir, directeur de l'Institut Pasteur; a, cependant, annoncé une tension sur le DT (diphtérie et tétanos) adulte. Le responsable expliquera la tension sur le produit par le fait que le fournisseur n'ait pas tenu ses engagements. «Nous avons été obligés de faire appel à d'autres fournisseurs dans l'urgence. Il existe cependant moins d'une demi-douzaine de fournisseurs dans le monde, ce qui nous a rendu la tâche difficile», a déclaré le professeur Tazir.

Il expliquera, par ailleurs, que la vaccination peut être rattrapée et le problème résolu. A cet effet, une campagne spéciale de vaccination de rappel au niveau des établissements scolaires sera lancée, dès la prochaine rentrée.

Concernant le faux bond du fournisseur étranger, le directeur de l'Institut Pasteur évoquera le recours à la justice, tout en précisant que le vaccin est actuellement disponible. Ce même responsable démentira aussi une autre information, donnée le 10 mai dernier par un quotidien national. Il s'agit de l'information faisant état de 4 millions de doses de vaccins antipolio arrivées à l'aéroport Houari-Boumediène

dans de mauvaises conditions de conservation. «C'est une information erronée à la limite de la malveillance. Les vaccins ont été réceptionnés dans les normes et sont conservés dans les normes. Chaque flacon dispose d'un mouchard, une pastille qui change de couleur dès que le vaccin est mal conservé. En plus des pastilles, la température est contrôlée jusqu'à l'arrivée dans les chambres froides de

l'Institut Pasteur», explique-t-il. Pour le professeur Mesbah, directeur de la prévention au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, tous les médicaments, vaccins et sérums de prévention suivent les besoins exprimés annuellement. «Nous coordonnons chaque mois ces opérations avec l'Institut Pasteur, la Pharmacie centrale des hôpitaux, la direction de la prévention, la direction de la pharmacie et le Centre national de pharmacovigilance», soulignera-t-il, notant, en outre, que l'année 2012 a été celle de la reconstruction des stocks, et ce, jusqu'au mois de juin.

Les responsables présents diront aussi qu'il s'agira, à l'avenir, de sélectionner deux fournisseurs pour un seul produit ou vaccin. Ils évoqueront aussi l'urgence d'assurer une traçabilité des vaccins, en vue d'éviter les pénuries et assurer un contrôle régulier sur l'acheminement des produits et des quantités utilisées réellement.

Le directeur de l'Institut Pasteur ne manquera pas, par ailleurs, de préciser que l'Institut est avant tout une structure de recherche scientifique et d'enseignement et n'a pas une vocation commerciale.

F.-Z. B.

OULD ABBÈS :

«La non-disponibilité des vaccins, une affaire de dysfonctionnement»

Le ministre de la Santé et de la Population, Djamel Ould Abbès, était lundi dans la wilaya de Aïn Defla, où il a limité son tour d'inspection principalement aux deux centres d'hémodialyse du chef-lieu de wilaya. Au cours de cette visite, le ministre a évoqué la non-disponibilité des vaccins qu'il niera en bloc. «Nous avons acheté pour 30 millions de dollars de vaccins, qui ont été reçus et distribués depuis des mois», dira-t-il avant de qualifier de mensongère l'information parue dans la presse jeudi dernier, jour du scrutin des législatives, portant sur l'absence de vaccins, une information «dénuée de tout fondement et malintentionnée». S'agissant du vaccin antirabique, il dira qu'«aucune pénurie n'est à signaler puisqu'il est fabriqué chez nous maintenant». «Nous venons de signer une convention avec deux grands groupes étrangers pour un projet de fabrication de plusieurs vaccins chez nous. Il se peut que certaines personnes se soient présentées les jours où on ne peut pas ouvrir un flacon de 40 doses pour n'en utiliser qu'une ou deux et jeter le reste. Il est vital de ne pas faire de gaspillage, les jours de l'administration de ces vaccins doivent être connus de la population, d'où la nécessité d'une meilleure organisation.»

Karim O.